



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIKALO CHARENTE

18 rue du Meilleur Ouvrier de France
ZI de l'Hippodrome
33700 Mérignac

Références : 26-0233
Code AIOT : 0005208455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement UNIKALO CHARENTE implanté AVENUE MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE ZI DE L HIPPODROME 33700 Merignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une opération ponctuelle portant sur la gestion des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIKALO CHARENTE

- AVENUE MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE ZI DE L HIPPODROME 33700 Merignac
- Code AIOT : 0005208455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCSO UNIKALO est spécialisée dans la fabrication de peintures et revêtements pour le bâtiment. Elle dispose de deux sites de production, l'un à Mérignac et l'autre à Cestas.

Au titre de la réglementation des Installations classées pour l'environnement (ICPE), elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 27 mars 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 8 février 2023. Les principales activités exercées classées au titre de la réglementation des ICPE relèvent des rubriques suivantes:

- rubrique 2640: fabrication industrielle, emploi de colorants et pigments organiques minéraux et naturel sous le régime de l'autorisation
- rubrique 4331: stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 sous le régime de l'enregistrement (*AMPG 01/06/2015*)
- rubrique 1978: emploi de solvants organiques sous le régime de la déclaration (*AMPG 13/12/2019*)

L'établissement comprend les installations suivantes :

- un bâtiment de fabrication et stockage des additifs;
- un bâtiment de stockage des emballages vides,
- un bâtiment stockage des matières premières;
- un bâtiment administratif
- des aires extérieurs comprenant notamment le stockage des solvants et résines en cuves aériennes, le stockage des palettes bois.

L'établissement fonctionne en journée de 6h00 à 20h00.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Équipement sous pression
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
6	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, point III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Inspection périodique et	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	requalification périodique		l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.4.1	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.4.1 II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée a permis de constater la bonne tenue à jour des fiches de données de sécurité (FDS) par l'exploitant, ainsi que la mise en application des dispositions concernant les moyens de lutte incendie et les mesures en cas de déversement.

L'inspection a mis en lumière un défaut de suivi des Appareils à pression du site, que l'exploitant doit corriger.

Enfin, le site doit veiller au bon dégagement des aires de stockages autour des racks, et procéder à une vérification de certains de ses équipements de lutte incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée :

Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.
Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant édite les Fiches de Données Sécurité (FDS) de 2 produits stockés sur site et choisis par l'inspection par sondage à partir de l'état des stocks (cf. PC n°5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la FDS du LIXOTHAN datée du 27/11/2024 - la FDS de l'ACTICIDE datée du 07/10/2025 <p>L'exploitant indique que l'ensemble des managers du site a accès au logiciel de gestion des FDS. Dans le cas où un travailleur souhaiterait consulter une FDS, il peut en demander l'édition à son manager.</p> <p>La bonne tenue à jour des FDS du site est assurée par le laboratoire de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le LIXOTHAN est identifié comme produit inflammable.</p> <p>Il est stocké dans la cellule C1 des produits inflammables du site. L'exploitant indique que cette cellule est constituée de parois coupe-feu 2h, et munie de Postes Incendie Armés (PIA) permettant l'extinction.</p> <p>L'inspection constate qu'un des supports de lance incendie est embouti.</p> <p>L'inspection constate également la présence de GRV et fûts dans les allées de stockage, ou sur le passage des transpalettes, ou devant les portes de fermeture de la cellule C1.</p> <p>Par ailleurs, la cellule est équipée de kits absorbants (boudins et plaques absorbants, EPI pour la mise en place) et de bacs de sable permettant la récupération du produit en cas d'épandage accidentel. L'inspection constate qu'un des bacs de sable est dépourvu de la pelle permettant de disperser le sable.</p> <p>L'exploitant indique que les déversements de produits sont traités directement sur le sol des cellules. En cas de déversement volumineux, les liquides sont récupérés par le volume de chaque</p>

bâtiment (différence de niveau avec l'extérieur), puis par le volume de confinement formé au niveau des quais de chargement.

L'ACTICIDE MC3 est identifié comme dangereux pour l'environnement.

Il est stocké dans la zone A1 des additifs du site équipée de RIA et d'extincteurs à poudre (1kg et 5 kg). L'inspection constate que l'extincteur 5 kg à poudre ABC ne comporte pas de date de mise en service (date de fabrication = 2025). L'inspection constate également qu'un des extincteurs sur roues est inaccessible, placé entre un poteau de soutien et une allée de palettes.

Des kits absorbant (boudins et plaques absorbants, EPI pour la mise en place) et de bacs de sable sont également positionnés dans la zone, permettant la récupération du produit en cas d'épandage accidentel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans les meilleurs délais, l'exploitant :

- munit d'une pelle ou autre contenant approprié le bac de sable, afin de pouvoir le disperser en cas de déversement de produit.
- fait réparer le dérouleur de lance-incendie.
- s'assure du bon dégagement des espaces de stockage et de circulation, et ce afin de s'assurer de la possibilité d'intervention des secours en cas d'évènement accidentel. Il s'assure également d'avoir des accès dégagés aux extincteurs et système d'extinction.

L'exploitant justifie, par ailleurs, de réalisation de la vérification réglementaire de ses extincteurs et de la date de mise en service de l'extincteur de 5kg à poudre ABC ne comportant pas de date de mise en service sur l'étiquette.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p>Constats :</p> <p>Le LIXOTHAN est identifié comme inflammable stocké dans la cellule C1 produits inflammables du site.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence de 4 GRV de LIXOTHAN stockés sur rack et étiquetés au nom du produit dans la cellule C1 des produits inflammables. Le GRV comporte les pictogrammes de dangers tels que dans la FDS.</p> <p>L'inspection constate la présence d'1 GRV de ACTICIDE MC3 dans la zone A1 des additifs du site, stocké en rack. Le produit est identifié à son nom, et le GRV comporte les pictogrammes de dangers tels que dans la FDS.</p> <p>L'exploitant indique que les différentes cellules du site, de part leur conception, permettent de recueillir les premiers volumes de déversement.</p> <p>Ce point a été acté par l'inspection lors de précédentes instructions de dossier et visites (notamment celle du 22/03/2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.4.1 II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique utiliser la matrice de l'INRS pour examiner la compatibilité des produits du site.</p> <p>L'exploitant indique considérer que tous les produits présents dans les cellules de produits inflammables sont de la même 'famille' et compatibles entre eux.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence de 4 GRV de LIXOTHAN stockés sur rack dans la cellule C1 des produits inflammables. Elle constate également la présence de 1 GRV d'ACTICIDE MC3 dans la zone des 'additifs' du site, stockés en rack.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

En séance, l'exploitant utilise son application 'Tableau de bord temps réel' pour éditer un état des stock des différents sites de production UNIKAL (Mérignac, Canéjan, Cestas).

Cet état des stock est accessible par le responsable site, les chefs d'équipe et les responsables au service SSE, et sa mise à jour est quotidienne.

L'état des stocks détaille pour chaque produit la quantité stockée, en tonne, selon chaque rubrique ICPE (1436/4511/4510/4331). Il existe une alerte couleur lorsque la quantité totale s'approche du seuil de la rubrique ICPE concernée : le site de Mérignac est indiqué en orange, au-delà du seuil de 149 t de produit pour la rubrique 1436. L'exploitant indique que le logiciel ne tient pas compte en temps réel des expéditions de produits 1436 vers le site de Cestas, et que le tonnage rebasculera sous le seuil le soir même, la consigne étant que le site ne ferme pas si le seuil était dépassé.

L'état des stocks indique la présence de :

- 4 t de LIXOTHAN sur le site de Mérignac (4GRV, soit environ 4 t, on été constatées sur le terrain), et de
- 1,78 t de ACTICIDE MC3 (1 GRV seulement vu en stockage, l'exploitant indique que le tonnage restant est en production).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, point III

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

Article R557-14-1 du code de l'environnement

I. – Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ; [...].

Article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine

<p>requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, par sondage, deux plaques d'identification des équipements à pression présents sur site ont été examinées (appareils de numéros 7471531000 et 7476270000). Il s'agit de deux cuves de marque AIR COM présentes sur des compresseurs.</p> <p>A la suite de l'inspection, sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, via mail du 9 mars 2026, la liste des équipements sous pression présents sur site.</p> <p>La liste des équipements sous pression fournie via mail ne mentionne pas ces deux équipements sous pression.</p> <p>A noter que ces deux équipements sont des compresseurs d'air, dont le premier possède un réservoir d'un volume de 100 l pour une pression de service de 11 bars et le second un réservoir d'un volume de 50 l pour une pression de 11 bars. Ces appareils sont donc soumis aux dispositions réglementaires des textes cités en référence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant met à jour sa liste des équipements sous pression afin d'inclure l'ensemble des équipements sous pression présents sur site, et la transmet à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Inspection périodique et requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cuves des compresseurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R557-14-1 du code de l'environnement</p> <p>I. – Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :</p> <p>1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ; [...].</p>

Article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples - Inspection périodique.

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...]

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire.

Article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples - Requalification périodique.

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- [...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats :

Par sondage, deux équipements à pression présents sur site ont été examinés, notamment leurs plaques d'identification. Il s'agit de deux équipements tous deux de marque AIR COM ayant pour numéros de série 7471531000 et 7476270000. Ces appareils (compresseurs) sont utilisés pour mettre en place des batardeaux afin que le bâtiment fasse office de rétention.

D'après les plaques d'identification des deux équipements sous pression examinées, il apparaît qu'ils ne sont pas à jour de leurs requalifications périodiques respectives (mise en service en 2015 et 2014). En outre, l'exploitant n'a pas non plus été en mesure de fournir les éléments attestant que ces deux équipements sous pression sont à jour en ce qui concerne leurs inspections périodiques.

A noter que ces deux équipements sont des compresseurs d'air, dont le premier possède un réservoir d'un volume de 100 l pour une pression de service de 11 bars et le second un réservoir d'un volume de 50 l pour une pression de 11 bars. Ces appareils sont donc soumis aux dispositions réglementaires des textes cités en référence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de mettre en conformité ses équipements sous pression au niveau des requalifications périodiques ainsi que des inspections périodiques.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les documents attestant de la remise en conformité de ces deux équipements sous pression, ou de leur remplacement.

A défaut, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé à Monsieur Le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois